

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

LA POSTE *La Commune*

n°81

SEPTEMBRE-NOVEMBRE 2009 Trimestriel

journal en langue française de militants
du NPA membres du courant international M.S.T.-I. (IV^e
Internationale)

2,5 euros

Trimestriel *La Commune*,

La Poste, Société Anonyme en 2010?

**A
EMPECHER LA PRIVATISATION
PAR LE
“ TOUS ENSEMBLE ”**

La Poste : Société Anonyme, non ! (lire pp.4-5)

Quand LO et le POI perdent la boussole (lire p.7)

Honduras : un putsch pro-capitaliste (lire pp. 10-14)

Éditorial

Vous avez dit radical ?

SOMMAIRE

	Pages
■ Editorial	2
■ CCSA : Batailles importantes	3
■ Tribune libre : la Poste	4
■ 49 ^{ème} congrès de la C.G.T. : à droite toute ?	6
■ Expulsion des sans papiers	7
■ Etat Espagnol	8
■ Rencontre internationale de Sao Paulo	10
■ Honduras : Un putsch pro -impérialiste	11
■ Entrevue avec Gilberto Rios	13
■ Françafrique : le dépeçage d'un continent	14
■ La taxe carbone	15

ABONNEMENT

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal, ville :

★ Onze numéros : 26 euros

★ Abonnement de soutien : 40 euros ou plus

Chèques à l'ordre de :
ADIDO, BP82, 94003 Créteil

ADIDO, BP82, 94003 Créteil.

(ADIDO, association loi 1901,
édite le mensuel *La Commune.*)

courrier électronique :
lacommune@lacommune.org
<http://www.lacommune.org>

Lors d'un récent débat télévisé, notre porte-parole, Olivier Besancenot a appelé à " l'unité de la gauche radicale " en s'adressant au PCF et au Parti de Gauche de Mélenchon. En plein débat interne dans notre parti sur les prochaines élections régionales et cantonales, qu'on nous permette de poser la question : le PCF et le Parti de Gauche feraient donc partie de la " gauche radicale " ?

Selon le dictionnaire, " radical " signifie : " qui vise à agir sur la cause profonde de ce que l'on veut modifier ".

Pour nous, militants du NPA, cette définition nous colle à la peau : nous voulons en finir avec le capitalisme " cause profonde " de tous les maux de la société.

Mais le PCF ? Mais le Parti de Gauche ? Nous mettons au défi quiconque de nous dire et nous démontrer où, quand et comment le PCF lutte contre le capitalisme et donc contre les rapports sociaux de propriété privée. Idem pour Mélenchon qui se réclame ouvertement d'une société " d'économie mixte ".

A l'université d'été de notre parti, à Port-Leucate, notre camarade Olivier a déclaré : " On a des désaccords profonds avec le programme du Parti Socialiste qui inscrit son orientation dans le cadre de l'économie de marché... ". Assurément.

Mais voilà : pour ne prendre que ces trente dernières années, le PCF a, soit élaboré, soit accompagné, soit les deux à la fois toutes les " réformes " majeures au profit de l'économie de marché et du patronat : réforme des retraites, restructurations industrielles, privatisations, rien ne se fait sans sa participation, directe ou indirecte par le biais de la principale centrale syndicale ouvrière de ce pays : la CGT.

Nous combattons contre les licenciements, pour une loi visant à les interdire. Le PCF " au mieux ", façon de parler, est pour de " bonnes " indemnités de départ, " bien négociées " au prétexte qu'il faut être réaliste. Sur la question des retraites, le PCF et ses hommes dans la CGT martèlent depuis des

années qu'il faut accepter des réformes puisqu'il y aura bientôt plus de retraités que d'actifs.

La place nous manque pour aller dans le détail de tous les renoncements et capitulations du PCF devant l'économie de marché.

On ne s'attardera pas sur le Parti de Gauche et Mélenchon, qui veut " la révolution par les urnes " (quelle nouveauté !), qui se range du côté de la bureaucratie chinoise qui réprime les Tibétains et revendique pour l'Etat d'Israël " le droit de se défendre " contre les méchants palestiniens.

Bref, où est donc la " radicalité " du PCF, parti stalinien à peine relooké ? Et, est-il nécessaire de rappeler aussi les bulldozers de Vitry sur Seine, les manifestations de Montigny-Lès-Cormeilles ou, plus près de nous encore, l'agression manu militari des sans -papiers de la Bourse du Travail de Paris par les nervis de l'appareil de l'UD CGT Paris ?

Nous avons donc la faiblesse de penser que le PCF n'est pas plus à gauche que le PS ou alors qu'on nous le démontre à partir des faits.

Et puis, pour importantes que soient les échéances électorales prochaines, est-il vraiment dans l'intérêt de notre parti de rythmer, depuis sa création, une grande partie de notre activité sur les seules échéances électorales ? Hier les Européennes, bientôt les régionales et cantonales, après-demain les municipales avant de rebeloter sur présidentielles ? Procéder ainsi c'est, qu'on le veuille ou pas, tomber dans le travers électoraliste. Nous pensons que pour le NPA, la lutte de classes doit encadrer les élections et non l'inverse.

Quant à l'unité, et avec qui, tout est affaire de circonstance et de contenu politique mais sur une base résolument anticapitaliste.

A ne pas procéder ainsi nous perdrons notre âme et avec elle, notre capital de confiance parmi les travailleurs et les jeunes.

Pedro Carrasquedo
le 20 septembre 2009

Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville

DEUX BATAILLES IMPORTANTES

Deux batailles importantes se jouent à Alfortville en ce moment même : la bataille pour empêcher la fermeture de la Maternité et la bataille contre l'expulsion et pour le relogement des habitants d'un vieil immeuble insalubre et dangereux au fin fond de la ville (le 2, rue Véron, en bords de Marne). Dans les deux cas, des collectifs se sont formés, celui de la Maternité qui regroupe toutes les salariées et qui est en passe de s'élargir et celui des habitants menacés d'expulsions qui prennent tous deux, appui sur un mouvement de soutien massif dans la population.

Dans les deux cas, l'attitude du CCSA est la même : soutien inconditionnel ! Dans les deux cas, le CCSA s'en tient aux objectifs décidés par les personnes concernées elles-mêmes :

- maintien de la maternité et de tous ses emplois
- levée de toute mesure d'expulsion et relogement décent de tous les habitants du 2, rue Véron

Ainsi, dans un tract diffusé à la population à propos de la Maternité le 5 juillet, le CCSA rappelait " *Jeudi 1er juillet, près de cent Trente personnes ont participé à la marche pour le maintien de la maternité. Parmi les manifestants, de nombreuses jeunes mères de familles, au coude à coude avec les sages-femmes, les auxiliaires puéricultrices et aides soignantes du service menacé de fermeture, déterminées à défendre leur maternité, en scandant " des naissances, il y en a, il y en aura- Maintien de la maternité et de tous ses emplois- et tous ses lits "* .

Depuis le commencement de cette mobilisation exemplaire, le CCSA s'est placé inconditionnellement à la disposition des salariées et de leur collectif, le CCSA s'est prononcé inconditionnellement pour le maintien de la maternité et de tous ses emplois dont nous défendons non moins inconditionnellement le caractère social. En créant leur propre collectif, les auxiliaires puéricultrices, aides-soignantes et sages-femmes ont créé un formidable outil de défense. Et c'est donc autour de leur collectif que l'unité la plus large a pu être réalisée : de

nombreuses associations, partis et syndicats, de nombreux élus du département ont pris position pour le maintien de la maternité et de tous ses emplois.

sauvons la maternité

La pétition du collectif rassemble à ce jour plus de 2700 signataires.

La fermeture des maternités de proximité est dangereuse, du point de vue de la santé des enfants et de leurs mères. La liquidation de ces maternités se fait au mépris du suivi médical des patientes après l'accouchement. Ce suivi médical est pourtant indispensable pour déceler



maintien total de la maternité d'Alfortville !

d'éventuelles complications. Comme l'a rappelé Samira Guerroumi, porte-parole du Collectif, dans le journal *Le Parisien* : La maternité de la Polyclinique La Concorde est une maternité à caractère social qui accueille les bénéficiaires de la CMU et de l'aide médicale d'Etat. La liquidation des maternités de proximité [...] est tout simplement une atteinte au droit à la santé et à la protection de la petite enfance. En tout état de cause, rien, absolument rien, ne peut

justifier la fermeture de maternités comme la maternité d'Alfortville. "

non aux expulsions

A cette étape, la fermeture a été suspendue jusqu'à la fin de l'année. La bataille continue donc pour arracher l'annulation de tout projet de fermeture.

S'agissant de la rue Véron, le CCSA a diffusé le communiqué suivant sur le marché, le 13 septembre :

" (...) Nous réaffirmons notre soutien avec d'autant plus de force que nous sommes intervenus à maintes reprises depuis quatre ans auprès de la Mairie, pour le relogement en HLM (et/ou la réquisition des logements vides) des familles et de tous les habitants qui vivent dans cet immeuble particulièrement insalubre et dangereux.

[...] Une fois chassés de leur logis, où iront-ils ? Devront-ils errer d'hôtels en hôtels ? De foyers d'hébergement en logements de fortune ? Les habitants d'Alfortville sont très nombreux à exprimer leur indignation et leur refus de ce genre de mesures d'exclusion ordonnées au mépris du droit au logement et de la protection de l'Enfance. Nous nous félicitons de la solidarité qui s'organise autour des habitants du 2, rue Véron au sein de la population alfortvillaise, au travers notamment des 500 signatures déjà recueillies sur la pétition de leur Collectif de défense. Sur cette base, le CCSA invite toutes les associations, organisations, syndicats et élus attachés au droit au logement et aux droits de la personne humaine à intervenir contre toute expulsion, pour un plan de relogement en HLM et de réquisition des logements vides en faveur de ces familles. "

**Pour le ccsa
Daniel Petri,
le 18 septembre 2009.**

Tribune libre : La Poste

(vote" aux abords des entreprises " un samedi...) et malgré n'en doutons pas l'énergie qui sera déployée par quelques militants, le vote pourra être réellement massif ? Au mieux peut-on escompter recueillir, en une journée puisqu'il ne s'agit que d'une seule journée, 200 000 votes là où on aurait pu en recueillir un million et plus encore en s'y prenant un an à l'avance et sur plusieurs semaines ! Que va nous dire la direction de la CGT qui est, quoi qu'on en dise, un des principaux organisateurs ? Va-t-on nous dire, comme à l'habitude depuis ces dernières années, après les " journées d'action " de 24 heures qui lassent les salariés et font ricaner patrons et gouvernement, que " les gens ne sont pas prêts, qu'ils s'en foutent " etc. ? Va-t-on nous dire qu'il n'y a pas assez de voix et que cela prouve le désintérêt majoritaire de la population et des salariés ? et que du coup, Sarkozy est légitimé pour continuer sa casse du service public ?

Allons encore plus loin. Et si, contre les oiseaux de mauvais augure que nous sommes, le vote du 3 octobre voit néanmoins se réaliser un vote massif de plus d'un million de gens contre la privatisation ? Et alors, va dire Sarkozy, ça ne fait pas le compte face aux dizaines de millions d'usagers de La Poste. Vous n'êtes pas légitimes, dira-t-il au Comité national. Que faire alors, à la veille de la loi ? Reconnaître la défaite ? Baisser les bras et culpabiliser les citoyens et leur dire qu'ils auraient dû voter plus massivement et laisser passer la loi sans lever le petit doigt ?

Qui est légitime ?

Alors, une question se pose : un tel référendum était-il nécessaire ? Depuis quand a-t-on besoin d'une consultation de ce genre pour vérifier ou justifier le bien-fondé de ce service public essentiel qu'est La Poste ? Surtout si on nous demande de voter au dernier moment, dans les pires conditions de quasi-improvisation et de manière bâclée ?

Allons encore plus loin : supposons que, cas fort improbable mais sait-on

jamais, le résultat du vote soit en faveur de la privatisation ? Nous dira-t-on alors qu'il faut respecter ce vote majoritaire et là aussi, abandonner La Poste à Sarkozy et au privé ? Ce n'est ni le rôle ni la fonction des centrales syndicales de ce pays, pas plus que des organisations politiques de gauche d'abandonner les acquis sociaux au moindre coup de vent, à la moindre difficulté. Ceux qui sont légitimes dans ce pays, ce sont les salariés de La Poste, aidés de tous les salariés et leurs familles, les producteurs des richesses et non les patrons et autres spéculateurs. Le service public de la Poste fait partie de ces acquis arrachés par la lutte et non octroyés par qui que ce soit par bonté d'âme. Y a-t-il dans ces conditions vraiment besoin d'un " débat public national " sur cette question, comme si la privatisation de la Poste se discutait, voire se négociait ? Car ce n'est malheureusement pas tout. Ainsi, dans un des documents à l'appui du vote du 3 octobre, il est écrit : " Ni privatisation, ni statu quo " " document signé des secrétaires généraux de la Fédération de l'Education, de la Recherche et de la Culture-CGT et de la Fédération CGT des Activités Postales et de Télécommunications-FAPT-CGT "

" Ni privatisation, ni statu quo " ?

" Ni privatisation ", on partage à 100% Mais que signifie " ni statu quo " ? On aimerait comprendre. Cela veut-il dire que ces dirigeants CGT dont celui de La Poste sont pour une réforme ? Si oui, laquelle et pourquoi ? A l'heure où Sarkozy veut faire une " réforme " les dirigeants de la CGT, au lieu de concentrer toutes les forces des salariés contre la privatisation, voudraient-ils les disperser en engageant la revendication d'une autre réforme au prétexte de refuser le " statu quo " actuel ? On nous permettra de trouver cette formule " ni statu quo " pour le moins malheureuse et même dangereuse. A moins que ces dirigeants veuillent dire qu'ils revendiquent que La Poste doit redevenir ce qu'elle était avant la réforme Quilès ?

(1) Alors que nos dirigeants syndicaux le disent et l'écrivent clairement. Si tel était le cas, alors ils nous trouveraient à leurs côtés. Nous avons quelque doute sur le fait qu'il s'agit bien de ça.

Encore et toujours, le " tous ensemble " pour gagner

Pour notre part, nous pensons que ce vote du 3 octobre, tardif, bâclé et avec des formulations bien discutables (" pour un débat public, non au statu quo etc.) ouvre la porte à une défaite annoncée. Pour contrer Sarkozy et empêcher la privatisation de La Poste, pour défendre les emplois et le statut des postiers, déjà bien battu en brèche, pour lutter contre les fermetures de bureaux de postes et contre les Agences postales communales, (2) il n'y a pas d'autre voie que l'action unie, le " tous ensemble " public-privé y compris par la grève générale pour faire barrage à ce gouvernement de casseurs.

Editorial de la lettre d'information du Comité d'action de Soule (Pays basque intérieur) pour la défense des services publics, comité soutenu, entre autres, par le NPA de Soule

Le 17 septembre 2009

(1) Paul Quilès, ministre du PS qui a commencé le démantèlement des PTT par la loi du 2 juillet 1990 qui scinda en deux les PTT pour créer France Télécom et La Poste, et les dota du statut de EPIC-Etablissement public à caractère industriel et commercial, introduisant ainsi les notions de rentabilité et de profit et remettant en cause le statut " Etat, fonction publique " des personnels, le tout avec le soutien de la CFDT, du PS et de quelques autres...

(2) A Montory, (commune de Haute Soule) la population a refusé, à 97%, avec ses élus, la fermeture du bureau de poste et sa transformation en APC. A ce jour, et malgré une réduction de quelques heures, le bureau de poste continue, preuve que seule la lutte unie paie. Nous assurons, comme au premier jour, la population de Montory et ses élus de notre soutien actif.

49 ème congrès de la CGT

A droite toute ?

Le document d'orientation qui sera soumis au prochain congrès de la CGT de fin d'année 2009 est tout entier imprégné de la notion de " nouveau statut du travail salarié " qui fixerait de " nouvelles garanties collectives " dont la première serait " la sécurité sociale professionnelle ". Ce " nouveau statut " accorderait par exemple aux salariés " un droit suspensif des licenciements ". Mais, qu'advient-il du droit au travail, de la lutte pour la défense des conventions collectives et des statuts arrachés par des années de combat par les salariés du public et du privé ?

La brutale aggravation de la crise d'ensemble du système capitaliste jette sur le carreau des centaines de milliers de salariés, provoquant une destruction massive d'emplois, accélérant le processus de précarisation du travail salarié. Face à cette brusque attaque contre le droit au travail de millions de femmes et d'hommes, les chefs de la plus importante confédération syndicale (historiquement et numériquement) répondent doctement ceci : " l'urgence d'obtenir un Nouveau statut du travail salarié est là ". Et l'interdiction des licenciements ? Cette exigence plus qu'urgente est tout simplement ignorée par les auteurs de ce document d'orientation. Mais l'affaire est plus grave encore.

Difficile, en effet, de ne pas être estomaqué lorsque nous lisons sous leur plume fade " *Le code du travail, les conventions et accords collectifs entérinent un système de droits à deux vitesses entre les entreprises de plus et de moins de cinquante salariés* ". C'est faux et fallacieux. Les conventions collectives, en principe plus favorables que la loi sur plusieurs points, s'appliquent à toutes les entreprises d'une même branche, quel que soit le nombre de salariés. Quant au système de droits à deux vitesses, il est stimulé non par les conventions collectives mais par les accords d'entreprises dérogoratoires aux conventions collectives, c'est-à-dire par un type d'accords au rabais propice à la déréglementation. Accords " maisons " dont la direction confédérale a entériné le principe en signant la " position commune " avec la CFDT et le MEDEF sur la représentativité des syndicats et la démocratie sociale au printemps 2008.

Mais pourquoi cette charge inattendue contre l'actuel système des conventions collectives ? Une lecture plus attentive du document nous apprend que la direction CGT milite pour " *la convergence des multiples conventions collectives (il en existe actuellement près de 300) " qui selon eux " mettra fin à l'atomisation et à l'inégalité des droits des salariés* ". L'atomisation et l'inégalité des droits ne seraient donc pas la rançon de la déréglementation et des

par des députés bien intentionnés, la volonté de liquider les conventions collectives ?

Il n'y a pas si longtemps, dans un " manifeste pour un nouveau syndicalisme ", J.C Le Duigou, maître à penser de Bernard Thibault, n'hésitait pas à critiquer l'orientation de la CFDT en affirmant fort justement : " *le positionnement de la CFDT sur les dossiers retraite et assurance-chômage est caractéristique de cette approche qui vise avant tout à obtenir des compensations en contrepartie de l'appui à des réformes contestables* "(1)

Or, toutes les élucubrations des chefs de la CGT autour du nouveau statut du travail salarié procèdent du même type d'approche où l'on recherche des contreparties (baptisées " alternatives ") aux licenciements et à la précarité-flexibilité du travail, pour mieux entériner le tout au lieu de combattre les licenciements et le travail précaire sur le terrain de la lutte



"Statut du salarié" : statut de précaire à vie?

attaques successives contre la législation sociale issue de 1936,1945, et 1968 mais de ce qu'il en subsiste encore, à savoir le nombre important de conventions collectives de branches et de métiers. De la convergence de ces multiples conventions résulterait " un socle commun de droits " donnant corps à ce nouveau statut du travail salarié. En outre, cette propension à vouloir réduire le nombre de conventions collectives, sous couvert de lutte contre les inégalités, s'aligne sur les préconisations d'un récent rapport parlementaire (cité dans le document d'orientation) en faveur d'une réduction du nombre de branches professionnelles. Qui ne voit pas, derrière ces projets échafaudés

des classes.

Le nouveau statut du travail salarié esquissé par le document d'orientation a un contenu : l'acceptation des licenciements, de la mobilité permanente, de la mise en pièce des conventions collectives, de l'individualisation des rapports sociaux, et du travail précaire. Il contredit toute la tradition du syndicalisme en France basé sur la défense des droits, garanties et conquêtes sociales, du droit au travail proprement dit.

Daniel Petri
19 septembre 2009

1) Jean Christophe Le Duigou. Demain le Changement - Manifeste pour un nouveau syndicalisme- Armand Colin 2005. Page 244)

Expulsion des sans papiers de la Bourse du travail de Paris

LO et le POI perdent la boussole

Rappel des faits. Le jeudi 24 juin dernier, un commando masqué, armé de manches de pioches agresse avec la plus extrême violence les sans-papiers qui occupaient depuis 14 mois la Bourse du Travail Eugène Varlin à Paris. Ces nervis obéissaient à la direction de l'UD CGT de Paris. Que les staliniens agressent des travailleurs est certes ignoble mais somme toute dans leur nature. Plus étonnante est la position de certains, dont LO et le POI. Retour sur des faits et des déclarations qui nous laissent un goût amer dans la bouche et un sentiment d'écoeurement.

Disons-le sans protocole, les réactions de LO, d'une part et du POI d'autre part, à cette expulsion violente par un commando de nervis staliniens, sont toutes deux, dés-honorantes.

Celles du POI est consignée dans un article paru dans Informations ouvrières, début juillet : " Si on peut s'interroger sur les raisons qui ont amené à faire occuper des locaux syndicaux par des collectifs de travailleurs immigrés sans-papiers

Si on peut s'interroger sur le caractère de manipulation de l'occupation

Si on peut s'interroger sur les conditions dans lesquelles cette occupation a été encouragée

Si on peut s'interroger sur les véritables motivations de ceux qui se déchaînent subitement contre l'organisation syndicale

Il n'en demeure pas moins qu'on ne peut accepter qu'un service d'ordre syndical, en relation avec tout un dispositif, se livre à des violences contre la fraction de la classe ouvrière la plus exploitée et opprimée "

Pour qui aurait des doutes sur le sens de ces assertions, elles sont corroborées par cet autre passage qui affirme avec suffisance : " Quant à l'occupation de la Bourse du travail par la coordination des sans-papiers, personne ne peut sérieusement penser qu'ils aient pu y arriver par eux-mêmes ". C'est ainsi que, par la méthode des insinuations successives, le POI calomnie les sans-papiers, les accusant d'être manipulés, mais, par qui et dans quel but ? Et, sur quels fondements repose cette accusation de manipulation ? Quelles preuves ? Assurément aucune. Ce faisant, le POI apporte sa contribution à la campagne stalinienne qui s'est déchaînée

contre les sans-papiers de l'annexe Varlin, la calomnie servant d'auxiliaire et de guide à la matraque.

Reste à comprendre pourquoi les dirigeants du POI couvrent par la duplicité l'opération de police politique menée contre des sans-papiers qui avaient trouvé refuge dans la Bourse du travail, maison de tous les travailleurs.

N'y a-t-il pas un lien entre ce positionnement crypto-stalinien et les accords en revanche " traditionnels " des chefs de ce parti avec la direction de FO, qui a été complice de l'opération de basse



Jeudi 4 juin, les CRS étaient bien présents, au cas où...

police menée contre les travailleurs sans-papiers de l'annexe Eugène Varlin ? Poser la question, c'est y répondre !

Un tantinet moins hypocrite mais au moins aussi écoeurante, la position de LO est révélatrice du degré de crise de ce courant atteint d'opportunisme sénile. Relisons bien ces quelques lignes : " Paradoxalement, cette occupation hostile aux syndicats a débuté en même temps que le mouvement de grève de certaines de travailleurs dans des dizaines d'entreprises d'Ile-de-France pour réclamer leur régularisation, grèves organisées avec des militants, principa-

lement de la CGT ". Voilà comment LO présente les choses en opposant les résidents de l'annexe Varlin aux grévistes et aux syndicats. Comme si c'étaient des jaunes. Ce qui permet ensuite de justifier l'innommable agression présentée comme " une intervention de la CGT pour récupérer ses locaux, sans faire appel à la Police ". Seule différence entre LO et le POI dans cette affaire, LO ne fait pas mine de s'interroger.

Il est vrai que les rapports entre LO et l'appareil stalinien sont devenus quasiment fusionnels. Ce dont témoigne, entre autres exemples, le cas de ce conseiller municipal LO de Vitry sur Seine qui a voté le budget de la Ville et les augmentations d'impôts locaux qui vont avec.

Rappelons qu'il existe dans cette Ville une Zone franche qui est un petit paradis fiscal pour les entreprises qui y sont implantées, sous couvert de favoriser les emplois mais, comme de bien entendu, le chômage ne baisse pas pour autant dans les quartiers. De fait, cet élu LO a donc voté pour les exonérations d'impôts en faveur des patrons et pour leur augmentation pour les salariés et la population. Laquelle appréciera...

**Daniel Petri
19 septembre 2009**

Sources :

-Informations ouvrières n° 53 (2447) du 2 au 8 juillet 2009

-Lutte Ouvrière n° 2135 du 3 juillet 2009

-Ville de Vitry sur Seine- compte rendu sommaire du Conseil municipal. Séance du mercredi 25 mars 2009.

http://www.mairie-vitry94.fr/fileadmin/portail_thematique/la_mairie/conseilMunicipaux/Vitry94_CM090325-CRendu.pdf

Etat espagnol

de travail. Pour sa part le Président de la Generalitat, Montilla, du PSC-PSOE, a dénoncé le gouvernement qu'il accuse de fomenter le séparatisme avec ses prises de position contre la réforme du statut d'autonomie - spécifiant que la Catalogne est une nation. Ce statut fut pourtant ratifié par un référendum et Zapatero lui donna même son aval avant d'être approuvé aux Cortes -. On attend à ce sujet la décision du Tribunal Constitutionnel qui pourrait annuler le résultat de ce référendum alors que la vice-présidente du gouvernement a déclaré qu'elle l'appuiera d'ores et déjà jetant ainsi un pavé dans la mare. Pour sa part, le président du parlement catalan, Puigcerros (ERC) a déclaré : "on veut un État pour ne plus avoir à payer les ministères de Madrid, cette bande de corrompus qui nous envoie à Arenys de Munt les avocats de l'État de la Phalange". Il faisait allusion ainsi à la manifestation organisée par les Phalangistes contre le droit à l'autodétermination, le même jour où la "Plateforme indépendantiste" de cette petite ville de la province de Barcelone organisait un référendum pour l'indépendance de la Catalogne avec l'appui de la municipalité, et prévoit, par ailleurs d'étendre cette initiative dans une soixantaine de villes de Catalogne.

PSOE et PP main dans la main

Au Pays Basque, Patxi López, Président (PSOE) de cette région autonome, vient de déclarer "notre pacte avec le PP va plus loin que de simples accords électoraux, il est blindé", une manière de dire sans ambages que PSOE et PP sont d'accord sur l'essentiel et d'illustrer, l'on ne peut mieux, l'accusation portée par son camarade et collègue catalan Montilla. Après avoir longtemps été l'allié des nationalistes du PNV pour rendre gouvernable le Pays Basque, le PSOE tombant de Charybde en Scylla, se jette, en effet, dans les bras des franquistes.

Tout cela alors que les scandales, les inculpations d'élus du PP fleurissent dans tous les jardins d'Espagne : des Baléares à Benidorm en passant par Valence, etc.... Et que les sondages soulignent la possibilité d'élections anticipées dans les villes où de nombreux cas de transfuges politiques (PP-PSOE et vice-versa) sont signalés.

Corruption à tous les étages

Les présidents des autonomies et leur cour ressemblent à des seigneurs féodaux, entourés d'une nombreuse clientèle, sur laquelle s'assoit leur pouvoir. Ce sont les nouveaux "grands" d'Espagne. Une nouvelle bureaucratie de la monarchie espagnole, celle des parvenus dont elle dépend et que la banque finance et ses tribunaux cautionnent, comme à Valencia avec son président régional accusé de concussion puis relaxé mystérieusement, après avoir pendant des mois défrayé la chronique et les unes des médias ou, celui des Baléares, toujours dans l'actualité, jugé pour détournement de fonds.



Corruption généralisée en monarchie bananière...

Mais ce pacte entre une ancienne bureaucratie en provenance du franquisme et la nouvelle, issue du PSOE et de ses satellites (Izquierda -Unida), est le ciment bien effrité de l'État espagnol. Tout cela n'a tenu jusqu'ici qu'au fil de la spéculation immobilière effrénée et aux commissions des impérialismes et de leurs

entreprises multinationales, aujourd'hui en pleine crise de surproduction. C'est ainsi que les infrastructures des transports, dépendent entièrement des fonds européens, que ceux-ci viennent à manquer et s'en sera fini même du tourisme, l'autre pilier de l'économie espagnole depuis la dictature franquiste. Ces groupes privilégiés sont condamnés aux batailles de façade qui viennent d'être évoquées. Ce dont il s'agit toujours c'est de conforter le régime monarchique de plus en plus fragilisé : pacte PSOE-PP au Pays Basque ou consensus dans toutes les autres autonomies, avec les nationalistes catalans, galiciens ou canariens. Cette coïncidence d'intérêts, ce besoin de s'épauler, est une nécessité pour faire face à la montée de la classe ouvrière, trop longtemps abusée par les appareils réformistes et stalinien.

L'Espagne, " un boulet pour l'Europe "

Placée sur les fonts baptismaux par l'impérialisme, la monarchie espagnole, son maillon le plus faible, est maintenant à la croisée des chemins. Elle doit réaliser un effort extraordinaire pour se maintenir debout, manœuvrer pour ne pas sombrer dans l'abîme de la banqueroute qui la guette. "L'Espagne décroche" titre *El País* et *Le Monde*, impitoyable, enfonce le clou et... affirme : "L'Espagne devient un boulet pour l'Europe". Et la déflation rappelée par l'OCDE mais niée, contre toute évidence, par le gouvernement, confirme sans appel le diagnostic. Les "plans économiques" qu'elle met en branle péniblement font le même effet qu'un cataplasme sur une jambe de bois. Elle s'effondrera, n'en doutons pas, à la première mobilisation unie de la classe ouvrière et de ses organisations reconstruites.

Domingo Blaya, Vitoria, Alava,
Etat espagnol
16 septembre 2009

19 août : rencontre internationale de Sao Paulo, Brésil

Un pas de plus vers l'unité

Précédent le II^e Congrès du PSOL a eu lieu un Séminaire intitulé : " Crises : Réponses et initiatives en Amérique latine et dans le monde ", organisé par le Secrétariat International du PSOL et la Fondation Laura Campos. Il a permis une avancée dans les débats sur la crise du capitalisme mondial et dans les actions communes à mettre en œuvre dans la lutte anti impérialiste en Amérique latine.

La discussion a été ouverte par un débat clef pour les révolutionnaires du monde entier : Le point sur la crise actuelle et sa caractérisation, avec la participation d'économistes comme François Chesnais, Jorge Beinstein et Leda Paulani et les interventions des différents courants participants à ce séminaire. Le débat aboutit à la conclusion que nous sommes devant une crise globale du capitalisme impérialiste, qui le touche non seulement sur le plan économique mais aussi dans ses fondements politiques, militaires et idéologiques, de fait nous entrons dans une nouvelle étape mondiale qui se caractérise par des différences qualitatives par rapport à la situation antérieure et qui place les socialistes face à de grands défis. La discussion a abordé l'état actuel de la crise et ses développements, certains porte-paroles de l'impérialisme parlent d'un début de reprise économique, le Séminaire a abouti en termes généraux à un accord contre cette supercherie. Les arguments et les exemples ont permis de préciser que nous sommes au commencement d'une crise du système de longue durée qui a déclenché un saut dans la lutte des classes s'exprimant dans les nouvelles crises sociales en cours aux quatre coins de la planète y compris aux Etats-Unis et en Europe. A partir d'un accord général sur la nécessité d'être partie prenante des processus anti impérialistes, il fut précisé l'importance décisive de présenter des solutions anticapitalistes et socialistes, seule manière de répondre correctement à l'ampleur de la crise que nous vivons. En ce sens, le MST a présenté par écrit et oralement ses propositions au Séminaire. Nous jugeons positif que,

au delà des différences et des nuances, il y eut accord sur les points principaux.

Honduras et bases américaines

La situation en Amérique latine fut un autre point important du Séminaire. La présence de représentants du Venezuela, de la Bolivie, de Colombie, de la Résistance Hondurienne, du Salvador, du Pérou, du Panama, de la Guyane, du Paraguay, de l'Uruguay et de l'Argentine, permis de donner une image exacte du processus révolutionnaire et de la contre-offensive impérialiste



Heloisa Helena, dirigeante du PSOL

liste. Ce débat fut très utile pour souligner l'importance des tâches anti impérialistes et de défense des processus révolutionnaires en cours au Venezuela, en Bolivie et en Equateur. Le Séminaire a permis de débattre certaines expériences développées dans ces pays, les avancées qu'il faut approfondir mais aussi les contradictions internes auxquelles nous, les socialistes, devons apporter des réponses. Le coup d'état au Honduras et les bases militaires que les Etats-Unis veulent implanter en Colombie font parties de la contre-offensive

impérialiste en Amérique latine. De là l'importance donnée au débat sur la situation de la résistance hondurienne et la campagne internationale de soutien contre le coup d'état au moment où les putschistes tentent de consolider leur pouvoir face à la mobilisation des masses. Dans le même temps, la décision fut prise d'engager une campagne contre l'installation de bases militaires américaines en Colombie dirigées clairement contre tous les mouvements révolutionnaires du continent. Avoir profité du Séminaire pour débattre et impulser ces deux importantes campagnes, fut un grand succès, défaire la politique de l'impérialisme est une nécessité impérieuse pour le développement de la révolution latino-américaine.

Au delà des différentes visions et réalités reflétées par les présents, a primé la nécessaire unité pour aller de l'avant dans chacun de nos pays.

La coordination internationale

Dans ce Séminaire étaient aussi présents des dirigeants du NPA de France, de l'International Socialist Organisation des Etats-Unis, ainsi que des représentants de l'Australie et de Catalogne. Avec eux, il y eut un échange d'opinions et d'idées sur la nécessité de poursuivre la coordination au plan international. Il a été résolu de participer au mois de décembre 2009 au Contre Sommet de Madrid, contre le sommet organisé par l'Union Européenne pour un accord du type du TLC avec les gouvernements européens et latino-américains et en juin 2010 de participer à Détroit au Forum social des Etats-Unis, avec les organisations ouvrières, sociales, d'immigrants et d'indigènes.

Honduras

gouvernements latino américains, en voulant leur faire croire que les " marines " vont se servir de ces bases sans les commander.

Il est honteux de voir le cynisme de certains présidents qui, au prétexte de respecter la souveraineté colombienne, laissent se développer la présence militaire américaine, en échange d'on ne sait quelles " garanties ". C'est cette politique qui s'est exprimée dans la réunion de l'Unasur (Union des Nations Sud Américaines). Non seulement ils ne se sont pas prononcés contre les bases impérialistes mais, aussi bien Lula que Cristina Kirchner se sont assis aux côtés des agresseurs, Obama et Uribe, pour négocier un accord.

Un objectif : freiner la révolution latino américaine.

Année après année les Américains ont vu les peuples du continent se soulever contre leurs intérêts, nationalisant les ressources naturelles, parvenant à des conquêtes démocratiques et s'affrontant aux puissants. C'est ainsi, bien qu'avec de grandes contradictions, qu'ont surgi des pays indépendants de l'impérialisme. Ceci s'est concrétisé dans les Assemblées constituantes de Bolivie, d'Equateur et du Venezuela. Le Honduras empruntait ce chemin et le coup d'état essaie d'interdire la réalisation de la Constituante soutenue par la mobilisation populaire.

L'impérialisme a " les cheveux qui se dressent " devant des processus qui échappent à son contrôle direct et desquels surgissent des pays indépendants, bien que restant dans l'orbite capitaliste. Le coup d'état fait l'objet d'un rejet total et d'un isolement international, son seul appui explicite est celui de l'état raciste d'Israël.

Mais le plus important est la lutte héroïque des travailleurs et du peuple

du Honduras à travers le Front National de Résistance. Barrages routiers, manifestations, combats de rue, grèves générales ne laissent aucun moment de répit au régime putschiste. Le combat en cours et la polarisation croissante présagent une aggravation de la crise si le plan de négociation reste un échec.



Honduras : sur les murs du palais présidentiel

Vive la lutte du peuple du Honduras !

Les mesures prises par Zelaya, bien que ne signifiant pas des changements de fond pour en finir avec la pauvreté, ont irrité l'impérialisme et la bourgeoisie hondurienne. Le président destitué rejetait l'idée du Pentagone et du général Vasquez de construire une nouvelle base américaine sur la côte du Honduras en voulant faire de Palmerola un aéroport civil ; il a rompu avec le Parti Libéral ; il a augmenté les salaires des employés publics et poussait pour qu'il en soit de même pour celui des travailleurs du privé ; il réduisait le prix des combustibles en intégrant le Honduras à Petrocaribe, contre Texaco, Esso et Standart Oil ; il s'est opposé à une loi qui donnait des licences d'exploitations minières à Gold Corp et Américan pacific ; il a pris d'autres mesures le rapprochant des sec-

teurs populaires jusqu'à l'adhésion à l'ALBA et à l'organisation d'une consultation pour une Assemblée Constituante. Ces faits ont conduit les putschistes à le virer du pouvoir.

Cependant, Zelaya a développé une politique pleine de contradictions : un jour il appelle à l'insurrection et un autre jour à faire confiance dans la politique impérialiste d'Hilary Clinton, d'Obama et du plan Arias, qui l'obligerait à amnistier les putschistes, à former un gouvernement avec eux et à s'abstenir d'appeler à une Assemblée Constituante.

Nous ne partageons pas la politique ni le projet de Zelaya, qu'il définit lui-même de centre gauche, tandis que nous sommes pour un changement de fond pour le Honduras qui implique une issue socialiste. Ceci étant, nous soutenons les luttes pour son retour. Au-delà de cette revendication, notre confiance repose sur la mobilisation des travailleurs et du peuple Hondurien et de son organisation pour l'auto-défense, sur la mobilisation des peuples

du Venezuela, de l'Equateur, de la Bolivie, du Nicaragua, de Cuba

MST-Nouvelle Gauche nous sommes au service de cette lutte.

Buenos Aires septembre 2009

Dernière minute

A propos des élections générales du 29 novembre, prévues par les putschistes et l'impérialisme américain, " la majorité des pays des Amériques ont annoncé qu'ils ne reconnaîtraient pas des élections organisées par le gouvernement. Dans le camp de la Résistance des négociations sont en cours pour présenter une candidature unique à la présidence. " " Nous ne participerons que si le coup d'état militaire prend fin et que le président Zelaya est restitué dans ses fonctions " a assuré le syndicaliste Carlos Reyes " (le Monde du 12 septembre 2009)

Entrevue avec Gilberto Rios, du Front de la Résistance

Cet entretien a eu lieu dans le cadre du Séminaire international qui a précédé le II^e congrès du PSOL, fin août, à Sao Paulo.

Le coup d'état a-t-il freiné ou accéléré la mobilisation ?

Avant le coup d'état le mouvement populaire au Honduras était le plus important de la région. En Amérique centrale, il n'y a rien qui ressemble à la Coordination Nationale de la Résistance qui est l'instance à laquelle adhèrent tous les mouvements populaires : indigènes, travailleurs, paysans, féministes, etc. Tous se retrouvaient dans la Coordination avant le coup d'état. Mais après le coup d'état ont aussi adhéré d'importantes fractions du Parti Libéral, dont un d'où provient le président Zelaya, et d'autres secteurs honnêtes de la population opposés au coup d'état, des secteurs démocratiques, progressistes, etc. De telle façon que la lutte a repris avec plus d'ampleur. Mais il faut savoir que l'organisation qui a soutenu la lutte en organisant trois grèves nationales dans l'année, c'est la Coordination Nationale de la Résistance où se retrouvent majoritairement les travailleurs et les couches sociales exclues par le système capitaliste

Quelles organisations sociales et politiques se retrouvent dans la Résistance ?

En ce qui concerne les organisations politiques le cas du Honduras est curieux, parce que les partis de gauche reconnus depuis l'unification démocratique, ainsi que les autres organisations de gauche, ne contrôlent aucun secteur du mouvement populaire. Au contraire, nous, nous faisons parti de ce mouvement. C'est un pays où confluent dans le mouvement social toutes les opinions politiques et ceci dès avant le coup d'état. Par exemple, si nous parlons des syndicats, 95% du syndicalisme hondurien est de fonctionnaires ce sont des syndicats de fonctionnaires. Seulement

5% sont des syndicats des entreprises privées, ce sont les syndicats les plus combatifs car leur combat de classe est directement contre le capital. C'est le cas du STIBIS (Syndicat des travailleurs des industries de la boisson), qui coordonne politiquement la situation. De fait le STIBIS vient de proposer un candidat indépendant pour la présidence, Carlos Reyes, l'un des principaux dirigeants de la lutte. C'est depuis 30 ans un des dirigeants populaires, venant du Parti Communiste. Selon les derniers sondages, il atteindrait 40% des voix en cas d'élections.



Gilberto Rios, du Front de la Résistance

Comment s'organise la lutte contre le coup d'Etat et la participation aux élections ?

Il n'est pas possible d'avoir deux stratégies par rapport au coup d'état. Carlos Reyes a dit publiquement que si le président ne peut pas revenir au pays nous ne participerons pas au processus électoral de la droite.

Le plan Arias fait parti de la stratégie de la CIA pour réduire la force de la résistance et la pression pour que le président revienne au pouvoir. Cependant le président l'a accepté... La Résistance a déclaré qu'elle n'acceptait pas ce plan, le président a accepté cette négociation, mais ce qui était au centre de la stratégie du président était son retour au pays et, une fois ceci acquis, reprendre le pouvoir pour continuer

avec force le combat pour la Constituante.

La Constituante reste une revendication ?

Toutes les déclarations de la Résistance commencent ainsi : rien ne se fera dans le pays si, après des élections ou après le retour à la démocratie, il n'y a pas de convocation à la Constituante. Aujourd'hui, non seulement il y a compréhension mais également promotion par les mouvements populaires de ce que la Constituante est l'issue la plus politique à ce qui se passe dans le pays.

Quelle est sa position par rapport à Obama ?

Nous ne croyons pas que le changement de gouvernement nord américain signifie un changement de la politique internationale. Il s'agit toujours de la même politique. Très probablement dans le cas d'Obama, la stratégie sera celle de la guerre sale, comme c'est le cas au Honduras et non l'invasion directe comme au temps de Bush qui en définitive a conduit à élargir le front anti impérialiste. Ce que font les gringos, d'un côté au niveau publicitaire ils font la promotion de la démocratie et de l'autre c'est la guerre et la déstabilisation.

Quelle a été la résolution la plus importante ?

La réalisation d'un forum international à Tegucigalpa pour le mois d'octobre, avec la présence des mouvements populaires du monde, il est important pour les gens et la Résistance de voir que les secteurs populaires du monde entier peuvent faire pression à Tegucigalpa, et en Honduras contre le coup d'état. C'est pour cela que le forum du mois d'octobre verra la participation de syndicats, de mouvements populaires et politiques de toute l'Amérique latine, des Etats-Unis et d'Europe, des secteurs progressistes, démocratiques et révolutionnaires, tous unis contre le coup d'état.

Françafrique

Le dépeçage d'un continent

La Vème république dure maintenant depuis 51 ans et si les hommes au pouvoir ne sont plus les mêmes, les méthodes restent les mêmes. Dans sa relation avec les ex-colonies d'Afrique subsaharienne francophones la " France ", terme qui généralement désigne ses gouvernements, a fait preuve d'une certaine continuité : un rapport d'ex-colonisateur à ex-colonisés. Tour d'horizon de la situation en Afrique francophone encore et toujours sous la coupe réglée de l'Impérialisme français et de ses séides locaux.

La mort récente d'Omar Bongo au Gabon a propulsé son fils Ali Bongo aux premières loges, avec le soutien officieux de l'Elysée, par l'intermédiaire de Robert Bourgi, le " Monsieur Afrique " qui a succédé à Foccart l'homme de confiance de De Gaulle pour tous les coups tordus.

Putschs, assassinats, élections truquées...

En Mauritanie, l'Elysée a, dans un premier temps, condamné le putsch d'Ould Abd El Aziz, avant de fermer les yeux lorsque celui-ci organise des élections dont il est sorti vainqueur. Au Niger, " Paris ", pour soutenir le consortium Areva dans sa main-mise sur les nouveaux gisements d'uranium, a donné le feu vert à l'inamovible Monsieur Tandja, général président ayant succédé à feu Baïré Mainassara préalablement assassiné, pour décider unilatéralement une modification constitutionnelle lui permettant de briguer un troisième mandat. En Guinée, l'heure est à l'admonestation française mesurée devant la volonté du putschiste Moussa Dadis Camara d'être candidat à la présidentielle de 2010 après s'être vertueusement déclaré simple intérimaire après la mort de Lansana Konté. En Côte d'Ivoire, Gbagbo aura réussi à ajourner la présidentielle de 9 ans ; elle doit avoir lieu le 29 Novembre prochain. Les troupes françaises sont toujours présentes que ce soit au Gabon, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Tchad ou à Djibouti ou encore en République Centrafricaine, veillant officiellement au " maintien de la paix ", soit à l'application d'accords signés avec les gouvernements locaux ainsi stabilisés pour autant qu'ils

conviennent à Paris. Certains présidents à la tête d'Etats pétroliers, dont le Gabon, sont connus pour avoir tenu " et tenir " des caisses noires à la disposition des partis au pouvoir en France, ex RPR en tête.

Au compte de qui ?

Les passations de pouvoir et les opérations de maintien de l'ordre sont organisées par ceux qu'on appelait jadis " barbouzes " dont certains ont frayé avec les pires criminels ; aujourd'hui c'est une



Des "démocraties" au rabais et sous surveillance

génération de nouveaux vieillards dont le carnet d'adresses fait la fortune, leur rôle étant à la fois de répercuter les ordres de l'Elysée et de faire se rencontrer investisseurs et Chefs d'Etat. Robert Bourgi est le plus emblématique de tous. Qui sont les principaux investisseurs ? Bouygues, Bolloré, Total, Elf, Lyonnaise des eaux, Vinci, Eiffage. C'est au bénéfice d'Elf qu'a eu lieu une guerre civile au Congo Brazzaville en 1997-1998 chassant l'ex-président Lissouba qui " s'ouvrait " aux majors pétrolières US, et réinstallant Sassou Nguesso, " grand ami de la France " et propriétaire de nombreux hôtels particuliers et villas en France, incarcérant ou faisant disparaître les opposants ou les journalistes trop curieux. Au Tchad, " la France " soutient

Idriss Déby parce que la vieille puissance coloniale est menacée par l'irruption de la Chine sur l'immense marché africain, en particulier au Soudan voisin. Ce qui n'a nullement empêché Déby d'offrir à Texaco et Exxon des permis d'exploitation pour le gisement pétrolier de Doba. Enfin, Sarkozy aimerait bien que la France apure ses comptes avec le régime rwandais pour faire oublier son rôle lors du génocide de 1994 car, pour l'heure, ce sont les Etats-Unis qui ont pris sa place dans les carnets de commande. A Madagascar, il semblerait que le maire de la capitale Antananarivo, devenu président par un coup de force, Rajoelina, ait les faveurs de Paris face à l'ex président Ravalomanana jugé trop indépendant pour avoir entre autres offert à un conglomérat canadien l'exploitation d'un gisement de bauxite.

Contre les masses africaines

De fait, partout les neuf dixièmes de la population vit avec moins de 2 dollars par jour et ne bénéficie nullement des investissements de tous ordres qui sont opérés chez elles. Il est clair qu'un changement majeur en Europe et en particulier en France, serait un formidable appel d'air pour un changement radical.

Dernière minute : au Gabon, en conformité avec les vœux de l'Elysée et en dépit de nombreux cas de fraude, Ali Bongo s'est fait proclamer président par une commission électorale aux ordres.

**Paul Makélélé,
le 3 septembre 2009**

Taxe carbone

Elle n'est bonne ni pour le climat, ni pour les plus pauvres !

La taxe carbone est une arnaque de plus, un nouveau coût à payer par la population qui ne permettra pas d'amorcer une véritable réduction des émissions de CO2 pourtant urgente face au réchauffement climatique.

Une mesure de bon sens ?

Elle est présentée comme une mesure de bon sens pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, responsables du changement climatique : intégrer dans le prix des produits, le coût lié à la quantité de carbone nécessaire à leur production. Plus un produit aura nécessité de pétrole ou de charbon pour sa production et son transport, plus il sera taxé, donc moins il devrait être consommé.

Mais, en réalité, il s'agit de faire payer aux consommateurs donc à la population les conséquences du gaspillage des ressources naturelles.

Ce sont bien les patrons qui organisent la production, qui multiplient les transports routiers pour mettre les salariés en concurrence et augmenter les profits. Et c'est le gouvernement qui détruit le fret pour le transport des marchandises par le rail... Alors que le gouvernement multiplie les cadeaux aux entreprises - suppression de la taxe professionnelle, exonération des heures supplémentaires, etc... -, la taxe carbo-

ne est une nouvelle façon de faire payer aux salariés la facture de son irresponsabilité, tout en préservant les profits des plus gros pollueurs.

En effet, le choix d'exonérer l'électricité (produite par l'industrie nucléaire réputée à tort ne pas produire de gaz à effet de serre), l'exonération de certaines entreprises disposant de quotas gratuits sur le marché des droits à pol-



Michel Rocard, à la tête de la commission d'experts, a présenté une première estimation de la future contribution climat. Elle ponctionnera essentiellement l'essence, le gaz et, peut-être, l'électricité.

luer européen, ainsi que le prix volontairement bas de la tonne de CO2 permettront aux entreprises de conserver leurs modes de production polluante.

Sarkozy détourne l'urgence climatique pour compenser les ressources fiscales manquantes à cause des cadeaux faits aux plus riches et aux patrons avec le paquet fiscal et la suppression de la taxe professionnelle. Le système capitaliste fondé sur le " produire toujours

plus pour profiter toujours plus " ne peut pas résoudre cette crise climatique.

Changer le monde, pas le climat

Le NPA défend un plan d'urgence social et écologique :

- La réquisition des grandes entreprises de l'énergie (comme Total, Suez, Edf, Gdf) pour créer un service public de l'énergie et mettre en oeuvre un plan d'économie énergétique, le développement des énergies renouvelables et la sortie du nucléaire.
- La tarification progressive sur l'eau et l'énergie : les gros consommateurs, gaspilleurs et pollueurs payant plus pour financer la gratuité pour les besoins vitaux de l'immense majorité.
- Des transports collectifs pour les déplacements

quotidiens, gratuits, confortables et accessibles
- Un service public du logement pour des logements en nombre, confortables et correctement isolés donc économes en énergie...

Tract national hebdomadaire du 14 septembre 2009



NPA

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Trimestriel

N°75 nouvelle série – N° 131 ancienne série.

Rédacteur en chef : Élie COFINHAL.

Comité de rédaction :

Jean-Luc AMAR, Violaine BIDEAUX-PETIT, Domingo BLAYA, Pedro CARRASQUEDO, Élie COFINHAL, Francis FOURQUIN, Anne GITAMENN, Jérôme LEFAURE, Mikel LANDABURU, Daniel PETRI, Youssef RAMDANE, Paul RAUSCHERT, Alexandrine VENON, Marie-Hélène WEBER †.

Directeur de publication :

Pedro CARRASQUEDO.

Commission paritaire 0611G88134

ISSN 1271-1101

Imprimerie spéciale

La Commune du prolétariat parisien, en 1871, n'a pas cessé de nourrir de ses leçons le mouvement ouvrier international. Karl Marx et Friedrich Engels seront amenés à corriger le Manifeste du Parti communiste en précisant dans la préface de 1872 : « *La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine politique existante et la mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts.* ».

C'est ainsi que la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier et paysan, démontrera aux yeux du monde la capacité de la classe ouvrière à prendre en main sa propre destinée et, par là même, à lutter pour l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

Notre revue s'inscrit pleinement dans cette continuité révolutionnaire, celle qui amènera Léon Trotsky à lutter pour la IV^e Internationale.

Nos liens :

Venezuela : www.aporrea.org

www.mareasocialista.com

Argentine : www.mst.org.ar

France : www.npa2009.org



**Léon Trotsky
(1879 - 1940)**

L'intégration des organisations syndicales au pouvoir de l'Etat

Il y a un aspect commun dans le développement ou, plus exactement, dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur intégration au pouvoir d'Etat.

Ce processus est également caractéristique pour les syndicats neutres, sociaux-démocrates, communistes et anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à s'intégrer à l'Etat n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes pour tous les syndicats.

Le capitalisme monopolisateur n'est pas basé sur la concurrence et sur l'initiative privée, mais sur un commandement central.

Les cliques capitalistes, à la tête de trusts puissants, des syndicats, des consortiums bancaires, etc., contrôlent la vie économique au même niveau que le pouvoir d'Etat et, à chaque instant, elles ont recours à la collaboration de ce dernier. A leur tour les syndicats, dans les branches les plus importantes de l'industrie, se trouvent privés de la possibilité de profiter de la concurrence entre les diverses entreprises. Ils doivent affronter un adversaire capitaliste centralisé, intimement lié au pouvoir de l'Etat. De là découle pour les syndicats, dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes - c'est à dire sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée - la nécessité de s'adapter à l'Etat capitaliste et de tenter de coopérer avec lui.(...)

AOÛT 1940 (Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste)